

LE DEVOIR

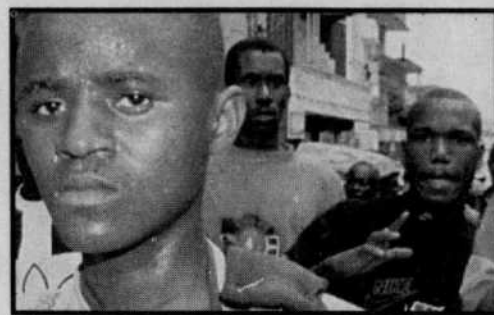
Société & culture

Vues d'Afrique



Masque en bois baoulé surmonté d'un oiseau. Très stylisé, il se distingue par des yeux ronds, une bouche horizontale découvrant les dents, et deux cornes trapues.

SOURCE: FLAMMARION



Depuis 15 ans, films, productions télévisuelles, livres et débats à coloration africaine ont un lieu de rencontre et de diffusion.

Page 2

La terre des nouveaux mondes

Les images restent en nous, inoubliables.

Qui a un jour lu *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad voit toujours en lui défiler les images de ce fleuve cerné de toutes parts par la forêt équatoriale et revit les angoisses de ce capitaine qui plonge au fond de lui-même. Le continent de Stanley et Livingstone est le lieu de tous les défis: de cet homme blanc qui se réalise en vainquant une nature hostile. Autour de lui, l'accompagnant dans ces voyages, il y a des êtres, souvent invisibles, plus sentis que vus, étranges autant qu'étrangers, parties d'un grand tout où l'homme est confondu avec la nature qui l'environne, l'avale.

Qui verra plus tard *Out of Africa* garde en lui ces images de hauts plateaux, lieu d'espaces ouverts, de terres de chasses où le Blanc vit d'aventures et de cette guerre transportée d'un autre continent, le sien, quand, au quotidien le fidèle masai est pour lui réconfort et main-d'œuvre amicale pour les taches journalières. L'Afrique est le continent de la nature, à découvrir, parcourir et exploiter.

Qui lisait cette semaine le *New York Times* apprenait en une qu'au Sierra Leone, sept hommes de la force de paix des Nations unies avaient été tués par les rebelles quand 49 autres personnes étaient détenues en otage. Un autre épisode de la guerre des diamants où un général, Foday Sankoh, refuse de tenir la parole autrefois donnée à des organisations internationales qui en retour allaient tolérer ses incartades. Ce jour-là, donc, le Sierra Leone. Un autre jour, le Rwanda ou le Liberia?

Y aurait-il deux Afrique? L'une blanche, l'autre noire, l'une idyllique, l'autre guerrière? Qu'est-il arrivé à ce continent dont les images, les sculptures, expliquent et alimentent le développement de l'art moderne au siècle dernier, le XX?

L'avenir d'un continent

Un demi-siècle seulement nous sépare d'une époque où la population africaine ne comptait que pour 60 % de celle de l'Europe alors qu'aujourd'hui elle l'a doublée. Cinquante ans toujours et l'Afrique était un vaste territoire colonial, partagé entre des empires européens vieillissants, au bord de l'éclatement géopolitique. Et culturel. À l'art et à la culture traditionnels, d'autres voix allaient se joindre, dont celle, porteuse, d'un Léopold Senghor, qui formulerait bientôt un concept de la différence, cette né-

gritude devenue symbole de fierté et non plus d'asservissement. Le continent noir renaissait, se souvenant, la chose étant devenu possible, de ces périodes de grandeur, du temps de ces grandes caravanes qui reliaient les métropoles africaines, où objets de commerce et d'art reliaient entre elles les pays d'une civilisation dont l'Islam et le monde arabe sont aussi des composantes.

Des livres allaient aussi s'écrire, des films se tourner, des réseaux de télévision s'établir quand, simultanément, des pays se libéraient et que les premières démocraties, selon le modèle universellement admis, s'établissaient.

La nouvelle Afrique naît et vit, de l'Érythrée à Johannesburg, tentant de se donner en de brèves années ce que d'autres ont acquis en des siècles. Le réseau scolaire est toujours à établir que déjà l'on parle de commerce électronique! Il faut aussi inscrire ce qui est produit dans le réseau planétaire qui se tisse, mondialisation oblige. Si les diverses cinématographies nationales, l'américaine commerciale étant excluse, ont difficulté à survivre, on comprendra qu'un cinéma africain puisse difficilement conquérir les écrans. Comme tout le reste d'ailleurs, quand l'objet, fabriqué, cultivé ou extrait, n'est pas le fait d'une commande ou d'un bilan de multinationale.

Pourtant, il y a quinze ans, transportés de l'autre côté d'un océan, à Montréal, de nouveaux arrivants mettaient sur pied *Vues d'Afrique*.

Festival de films d'abord, centre de distribution, producteur de spectacles ensuite, puis d'expositions, l'entreprise allait aussi initier des forums où volets technique et culturel se côtoient. Comme quoi, il serait impossible de parler de ce continent, sans le traiter dans sa globalité, toutes les parties, de l'économique au culturel, étant liées. Ainsi, le 18 mai prochain, le complexe Desjardins accueillera le 5^e Salon africain et créole (expansionnistes, ces Africains qui ajoutent à leur zone d'influence l'Amérique noire francophone).

La terre de Conrad et de Stanley se dépose donc sur le territoire montréalais, non pour nous faire rêver mais pour nous mettre en contact avec de nouvelles réalités, celles d'un continent en émergence, où les luttes agitent autant que des espérances le font vivre.

Normand Thériault

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

SIERRA LEONE

Page 3

RWANDA

Page 4

LITTÉRATURE AFRICAINE ET CRÉOLE

Page 5

FORUM

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Page 4

Cinq continents...
une même planète

Les éditions
écosociété

Disponibles en librairie
Diffusion Dimédia inc.



161 pages. Prix: 14,95 \$

Sur les petites routes de la démocratie
L'expérience d'un village malien
par Moussa Konaté, Paule Simard,
Claude Giles, Line Caron
Au-delà de la coopération internationale, c'est l'apprentissage de la démocratie directe que nous découvrons ici.



248 pages. Prix: 24,95 \$

La Mondialisation de la pauvreté
par Michel Chossudovsky
Une analyse percutante des répercussions du nouvel ordre économique mondial.



282 pages. Prix: 24,95 \$

Antipodes
Nouvelles de la fragilité
par Michel Régnier
Pour une constante poursuite du dialogue Nord-Sud, souvent difficile, toujours nécessaire si nous voulons que les années 2000 soient autre chose qu'une dérive suicidaire.

• VUES D'AFRIQUE •

Une initiative originale en terre québécoise

Depuis 15 ans, films, productions télévisuelles, livres et débats à coloration africaine ont un lieu de rencontre et de diffusion



L'équipe de Vues d'Afrique... au grand complet.

Vues d'Afrique est né il y a 15 ans, après deux ans de gestation. Ses géniteurs étaient des gens d'ici affligés qu'il n'y eût pratiquement pas, à l'époque, de nouvelles de type culturel diffusées au sujet du continent africain et des pays créoles. À l'origine, l'organisme visait l'éta-

blissement d'un dialogue critique entre producteurs africains et créoles et leurs vis-à-vis du Québec et du Canada, à partir d'une série de films et de télémissions véhiculant une certaine vision de pays dont on voulait faire connaître la culture.

Lise Bissonnette et Mongo Beti

TEXTES DE CLÉMENT TRUDEL

Gérard LeChêne fut et est toujours le pivot de cet organisme dont l'initiative revenait aux Ousseymou Diop, Nathalie Barton, Yves Alavo, etc. Événement essentiellement axé, au départ, sur le cinéma, le festival Vues d'Afrique est devenu le centre d'un vaste réseau d'échanges, un événement multidisciplinaire englobant tout à la fois le cinéma, la littérature, la chanson et les industries culturelles et dont plusieurs activités sont offertes gratuitement.

M. LeChêne est fier de souligner que son groupe gère présentement un programme mis au point en 1993 et dont il a pris le relais: permettre aux télévisions africaines d'exploiter leurs archives, notamment en vendant le contenu sur Internet — une équipe a déjà numérisé les archives sénégalaises et s'apprête à faire de même en Côte d'Ivoire. Il est également fier de souligner que fidèlement, depuis 16 ans, on annonce le festival au moyen d'une affiche com-

mandée à un ressortissant de l'un des pays du Sud. La plus récente est signée par un artiste originaire de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), Taki E'Bwenze. Elle représente un masque d'allure traditionnelle, mais la facture du masque passe cette fois par l'ordinateur!

Le 5^e Salon africain et créole

Après avoir offert en avril les 16^e journées du cinéma africain et créole avec plus de 120 titres, et tout en poursuivant son Rallye-Expos commencé en février, Vues d'Afrique propose, du 18 au 21 mai, son 5^e Salon africain et créole dont l'essentiel des activités se déroule à l'agora du Complexe Desjardins et au Complexe Multimedia. Ce sera un rendez-vous des gens du livre, d'artistes, d'artistes (dix spectacles sont prévus, regroupés sous l'appellation Polygames), de gens d'affaires du Nord et du Sud et de designers qui viendront clore l'événement par un défilé de mode, Fusion 2000, le 21 mai. Lise Bissonnette est la porte-parole

de l'Espace-livre. Parmi les auteurs africains invités, il y a le romancier Mongo Beti qui dut, dans les années 70, faire éditer son essai *Main basse sur le Cameroun au Québec* parce que la France interdisait cette œuvre par solidarité avec le Cameroun; il y a aussi la Marocaine Malika Oufkir et la Rwandaise Yolande Mukagasana.

À venir

Gérard LeChêne cite en entrevue les activités grand public à venir auxquelles il convie jeunes et moins jeunes. Ainsi, à la mi-juillet, au Théâtre de Verdure du parc LaFontaine se dérouleront des ciné-spectacles au clair de lune, mais il ne faudra pas rater, en août, la Fête des enfants au parc Maisonneuve, non plus que l'événement Montréal aux 2001 visages, boulevard Saint-Laurent. Il faut apprendre à mieux se comprendre et à mieux évoluer ensemble, répètent les responsables de Vues d'Afrique.

L'organisme sert aussi très souvent d'outil d'insertion à bien des citoyens d'implantation récente à

l'égard desquels s'exerce une discrimination positive lorsque, par exemple, il lui arrive de prendre en charge, aux frontières, des gens qui sortent à peine de situations tragiques ou fort difficiles.

Le panorama ne serait pas complet sans les activités spécialisées que Vues d'Afrique réalise, notamment le programme Cinécole qui circule dans les établissements scolaires et qui ratisse plusieurs régions du Québec. Des programmes spéciaux, l'un des plus significatifs est PADIAVA (Programme d'appui au développement de l'industrie audiovisuelle africaine) qui s'appuie sur la Fédération panafricaine des cinéastes; avec le soutien de l'ACDI — ce qui a permis à des cinéastes africains de peaufiner des scénarios en profitant d'un système de mentorat fourni par des collègues canadiens. Il y a, enfin, le Programme d'initiation à la coproduction Nord-Sud (PICNS) qui finance partiellement l'élaboration de coproductions dont certaines risquent d'être retenues par les divers jurys de Vues d'Afrique.

Le Mwiriwe de Léonce Ngabo

À Burundi, *mwiriwe* est la façon la plus courante de s'adresser à quelqu'un pour lui dire bonjour. C'est aussi le titre du dernier disque de Léonce Ngabo, qui est délégué du 5^e Salon africain et créole — le premier s'est déroulé en 1996 — et du Forum des industries culturelles qui se tient en présence de 50 hommes et femmes d'affaires africains et de 100 de leurs collègues d'ici qui sont incités à multiplier les partenariats.

M. Ngabo est aussi cinéaste, auteur du tout premier long métrage qu'il ait produit son pays: *Gito l'ingrat*. Ce film burundais remportait, en 1993, le premier prix de Vues d'Afrique. De là naquirent des liens privilégiés avec Montréal où Léonce Ngabo a choisi de s'installer en 1996. Ce qu'il affectionne particulièrement dans ses fonctions, c'est qu'on y insiste sur les facettes po-

sitives des faits et des événements reliés, pour l'Afrique et les pays de langue créole, tout autant aux domaines culturel et social qu'à la réalité économique en continuité, comme toute, avec l'esprit des pionniers de Vues d'Afrique qui ont d'ailleurs tissé des liens avec des événements similaires qui se déroulent à Amiens (France), à Namur (Belgique) et à Ouagadougou (Burkina Faso). L'Agence intergouvernementale de la Francophonie est l'un des commanditaires de ces activités multilatérales.

Pour Léonce Ngabo, faire pénétrer le cinéma, les arts et les produits culturels africains et créoles demeure un travail de longue haleine. Il ne se surprend donc pas que ce soit surtout TV Ontario qui soit preneur de films de ce type: il en a retenu 15, tandis que la SRC n'en a diffusé que deux.

Sur les autres chaînes, c'est motus, mais des efforts soutenus auprès de toutes les antennes peuvent, selon lui, porter fruits, car il ne faut pas oublier que le public d'ici baigne dans les productions de style hollywoodien qui peuvent se situer aux antipodes de ce que cherche à exprimer les créateurs africains et créoles. Il est cependant à même de témoigner de l'engouement suscité par l'ensemble des activités de Vues d'Afrique où 70 % des participants sont des Canadiens et des Québécois de naissance. Cet engouement reçoit une confirmation éloquent de la part de diverses organisations gouvernementales et privées qui tiennent à y contribuer.

Folklore et culture

Longtemps classée comme du folklore, la culture des pays d'Afrique et

des pays de langue créole inspire aujourd'hui les pays du Nord qui l'exploitent et qui ne manquent pas de revendre à un prix fort dans les pays d'origine les produits dérivés de leur culture. «Nous visons un partage plus équitable des richesses qu'engendrent nos cultures et il sera intensément question de droits d'auteur au Forum des industries culturelles», souligne-t-il.

«La culture ne devrait pas nécessiter de passeport», constate Léonce Ngabo, mais il se dit contrarié fortement par l'attitude de plusieurs ambassades canadiennes en Afrique qui refusent des visas à des personnes invitées par Vues d'Afrique. «A quoi bon organiser des activités comme celles-ci si on ne peut pas se fier à nos partenaires?»

L'échange qui favorise Vues d'Afrique contribue, selon M. Ngabo, à combler une partie du retard que peut accuser l'Afrique. Certains se préoccupent, par exemple, de savoir si les nouvelles technologies de l'information sont une priorité pour les Africains ou si elles ne constituent pas plutôt une façon détournée de maintenir un décalage dans le degré de développement entre le Nord et le Sud? L'Afrique, dit-il, ne peut rester indéfiniment à la traîne. La vraie question serait donc d'identifier les points sur lesquels son développement peut reposer sans que les coûts ne soient prohibitifs. Ainsi, dans le domaine informatique, le courrier électronique lui apparaît plus efficace et plus rapide que le téléphone ou le télécopieur dans beaucoup de cas et peut aider à établir ou à maintenir des réseaux d'échange dans tous les domaines.

Ahmadou Kourouma et Nacer Belayadi

L'idée d'un supergriot, d'un griot du cyberspace, plaît à Nacer Belayadi, responsable de l'espace-livre à Vues d'Afrique, dont le 5^e Salon africain et créole se tient du 18 au 21 mai. «Si on peut atteindre ce stade, c'est que le transfert de technologie a été réussi, que l'on se sert alors intelligemment de techniques et que la culture africaine et ses traditions sont conservées. Chaque fois que l'on se dit que l'acquisition de technologies avancées n'est pas une priorité dans les pays africains, le retard s'accroît malheureusement. Des pans entiers de culture s'effondrent. L'erreur serait de considérer qu'en exportant de hautes technologies, on puisse accoler à cet outillage un contenu appartenant à la culture dominante.»

À ce jour, il faut dire, les résultats n'ont pas toujours été concluants pour l'espace livre de Vues d'Afrique: débats et

présentations d'auteurs n'ont pas toujours attiré le public espéré, mais il n'aura pas été inutile de donner de la visibilité à un auteur plusieurs fois récompensé en France comme Ahmadou Kourouma (*En attendant le vote des bêtes sauvages*), mais le fait de présenter cette année de telles activités dans trois librairies de renom, Gallimard, Chapters et Champigny, qui ont accepté de prêter leur concours à de telles rencontres et débats, lui apparaît porteur d'espoir.

M. Belayadi estime qu'il faut se mettre à une révision de ce qui se fait dans le domaine de l'enseignement en Afrique et dans les pays créoles: c'est le sort de la génération de demain qui se joue à un moment où, on le sait, les priorités de la Banque Mondiale et du FMI tournent autour de privatisations et de compressions dans les budgets sociaux comme ceux de la santé et de l'éducation.

MODE

Fusion des cultures Sept designers de mode

De l'Afrique sont nés la couleur, le rythme et la matière. Quoi de plus révélateur qu'un défilé de mode pour montrer fièrement aux Montréalais que l'Afrique change et bouge.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE LE DEVOIR

«La femme, c'est le baobab de la culture africaine», me dit d'emblée Edwige Dazogbo l'organisatrice de ce défilé. C'est pour célébrer la femme africaine que l'idée d'un tel événement a germé dans son esprit: «Je voulais un événement éclatant, avec des artistes sur scène. Le Festival couvre déjà les autres sphères de la culture africaine, mais rarement on a donné de la place à la mode, qui pourtant reflète une réalité: Vous savez les Africaines sont très coquettes!»

Pour réaliser son projet, Mme Dazogbo s'est entourée de sept designers de renom d'origines québécoise, jamaïcaine, haïtienne et africaine. Plus de 24 mannequins présenteront les différentes collections sur des musiques qui donneront une dimension particulière à chacun des tableaux. Chez certains designers de la Diaspora, on reconnaîtra les influences des racines africaines. À l'inverse on pourra voir des créations de québécoises d'origine travaillant avec des imprimés traditionnels africains. Fusion des cultures, et rencontres prometteuses, qui débiteront dans l'Afrique traditionnelle pour se terminer dans la diaspora moderne.

Le défilé s'ouvrira sur les créations de Nevik. Cet Africain d'origine possède déjà trois boutiques au Canada et une quatrième a ouvert ses portes à Los Angeles récemment. «Son mot d'ordre: spiritualité, simplicité, couleurs et contrastes. Ses influences proviennent de l'Afrique, mais aussi de l'Asie», explique Mme Dazogbo.

Viendront ensuite Assietou Gaye Diop et Marième Doué. Tous deux originaires du Sénégal, ils créent des vêtements traditionnels. Assietou Gaya Diop a ouvert un petit atelier à Dakar. Tous ses imprimés sont fabriqués là-bas et sa petite entreprise donne de l'emploi aux artisans du coin. Les tissus sont ensuite ramenés à Montréal où se fait la confection.

Le parcours d'Annie Pilote et de sa comparse Julie Ouellet est assez particulier. Aujourd'hui dans l'enseignement de la mode, ces deux filles de Chicoutimi et de Québec ont commencé leur carrière comme stagiaires auprès de Oumou Sy, grande designer africaine maintenant installée à New York. Madame Sy avait l'habitude d'organiser la semaine internationale de la mode à Dakar. Ses deux protégées y ont remporté le prix des Ciseaux d'Or. Pour Fusion 2000 elles présenteront une collection qui se nomme Fusion autochtone d'ici et d'ailleurs, une intrusion dans l'Afrique médiévale.

Claudette Floyd, styliste jamaïcaine, offre une collection spécialement constituée pour l'événement qui rappelle l'amour et l'exil. Quand on jete un coup d'œil dans sa boutique Rushi boulevard Saint-Laurent, on devine que ses tableaux seront sexy à souhait sur une musique R&B aux accents lounge interprétée par le ONE Trio.

Pour fermer la marche, Sheila Dassin, styliste haïtienne, nous en mettra plein la vue avec sa collection haute couture Nuit d'été sur le continent. Des robes de soirée dans les matières les plus raffinées seront à l'honneur. Cette fois c'est le DJ Mucho qui orchestrera le tout, accompagné aux percussions par Karim.

«Fusion 2000 c'est l'image d'une Afrique dynamique, une image réaliste et positive», rappelle Edwige Dazogbo. Avec un tel programme, on n'a aucune raison d'en douter.

Fusion 2000 sera présenté dimanche le 21 mai à 14h au Complexe Desjardins.

SOCIÉTÉ ET CULTURE

VUES D'AFRIQUE

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ

PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT NTHÉRIAULT@LEDEVOIR.CA

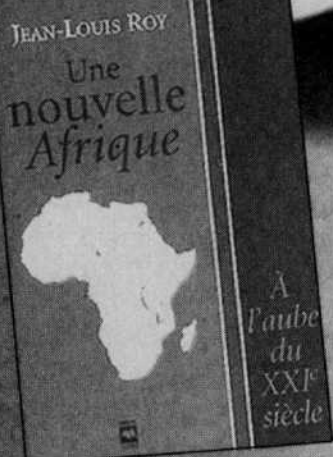
2050, rue de Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.:

(514) 985-3333

redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS



Dans cet ouvrage, Jean-Louis Roy porte un nouveau regard sur la restructuration des pays africains et s'interroge sur les rapports du monde à l'Afrique et de l'Afrique au monde.

Format: 14 x 23 cm ISBN 2-89428-392-X 168 pages — 18,95 \$



Les souvenirs d'un des auteurs majeurs de la société québécoise actuelle. Un ouvrage pour tous ceux que l'histoire du Québec et de la Francophonie ne laisse pas indifférents.

Format: 14 x 22 cm ISBN 2-89428-358-X 474 pages — 36,95 \$



ÉDITIONS HURTUBISE HMH

• VUES D'AFRIQUE •

TÉMOIGNAGE

La sale guerre des diamants

Au Sierra Leone, armes, drogues et luttes intestines

Il y a des pays, en Afrique, où l'industrie du diamant, bien gérée, rapporte au gouvernement et au pays une richesse considérable: le Botswana, la Namibie ou l'Afrique du Sud. En Angola, au Congo et en Sierra Leone, des guerres sont financées en grande partie par les diamants. Personne ne veut mettre ces économies en danger, mais, en fait, combien d'emplois valent une vie?

Paris, 18 janvier 2000, Musée du Louvre. La Fête annuelle du diamant, où des mannequins ont fait valoir des milliers de diamants du géant de l'industrie des diamants mondiale, De Beers. «Ce sont des diamants propres», précise-t-on aux journalistes. Drôle d'épithète pour cette pierre précieuse qui est censée incarner l'amour éternel. Certains ont dû poser la question: «C'est quoi un diamant sale?».

Freetown, 12 janvier 2000, six jours plus tôt, centre ville de la capitale de la Sierra Leone. Lancement d'une étude réalisée par des ONG sur le commerce des diamants de la Sierra Leone, pays en proie d'une des guerres les plus brutales de l'Afrique. «Les diamants sont au cœur du problème», précise-t-on aux journalistes. «Nos diamants sont le moteur de cette sale guerre et ils partent en contrebande en échange des armes pour les grands centres d'Europe et d'Amérique.»

En mars 1999, à Ottawa, trois chercheurs ont jeté les bases de cette étude sur les diamants et la guerre rebelle de la Sierra Leone. L'enjeu était le suivant: montrer que la guerre en Sierra Leone avait un fondement économique plutôt qu'idéologique et que le commerce illégitime de diamants fournissait les armes des rebelles. Cette recherche a amené les chercheurs dans les villages dévastés de la Sierra Leone, sous les gratte-ciel des grandes villes boursières de l'Amérique du Nord et le long des allées du centre-ville d'Anvers, bastion du diamant brut mondial.

Pendant la période de recherche, il y a eu la signature des accords de paix de Lomé entre les rebelles et le gouvernement de la Sierra Leone. Des accords de paix peu honorables qui ont été imposés de l'extérieur, surtout par un Occident peu enclin à intervenir militairement par le biais de l'ONU. Les accords donnent aux rebelles le partage du pouvoir et ils ont reçu en retour une amnistie pour tout crime commis.

Armes et drogues

Six mois plus tard et le constat de l'étude était clair. Mais la recherche a réservé quelques surprises de taille.

■ En Sierra Leone, la rébellion avait la mainmise sur les diamants et les faisait passer par la Libéria en route pour les grands centres, surtout la Belgique. Ils obtenaient en échange armes, drogues, formation, appuis logistiques, et ainsi de suite.

■ Le Libéria exportait vers la Belgique jusqu'à 30 fois plus de diamants qu'il n'en produisait, situation anormale et illégale que la Belgique acceptait. En effet, le Libéria est devenue une plaque tournante criminelle impliquant diamants, armes et drogues — trois éléments fatals qui ont marqué la guerre en Sierra Leone.

■ La Belgique et l'industrie du diamant belge semblaient fermer les yeux sur l'origine réelle des diamants en provenance de l'Afrique ou d'ailleurs. Ceci constituait une invitation à la contrebande et au crime organisé et facilitait la tâche des armées rebelles en Afrique — en Angola, au Congo, en Sierra Leone — dont les achats d'armements se faisait moyennant des poignées de cette pierre précieuse.

■ Les trois grandes concessions de diamants en Sierra Leone étaient détenues par des petites sociétés minières inscrites aux Bourses canadiennes. Deux de sociétés se sont mêlées à la livraison d'armements au gouvernement de la Sierra Leone et une a noué des contacts étroits avec des mercenaires. Les codes de conduite pour les sociétés canadiennes ne semblaient pas s'appliquer à de telles situations.

■ Face à la menace que constitue le crime organisé au Canada, la Gendarmerie Royale du Canada mettait au point une technologie qui permettrait l'identification des diamants par le biais de l'analyse des impuretés de chaque diamant. L'industrie du diamant avait toujours mis de l'avant le problème de l'identification des diamants pour expliquer son impuissance et son inaction par rapport à l'origine des diamants.

Réactions et sanctions

Si le constat était clair, la filière du diamant était complexe et nous étions tous impliqués, en passant par le Libéria, la Belgique, l'Angleterre (De Beers) jusqu'aux gratte-ciel et aux bijoutiers d'Amérique du Nord. L'an 2000 s'approchait et, surtout au États Unis, on achetait ces diamants millénaires «d'amour éternel». Sales ou propres, on ne savait pas. En très peu de temps, cependant, une fois la période des Fêtes terminée, les choses ont commencé à bouger.

■ En Sierra Leone, à la suite du lancement de l'étude, Foday Sankoh, chef

des rebelles et maintenant au gouvernement, a annoncé le gel de tout commerce du diamant et l'annulation de tous les accords miniers. Geste médiatique plus qu'autre chose, étant donné que ses rebelles détenaient encore les zones des diamants, et il est quasi certain que les exportations illégales vers le Libéria et l'Occident continuent.

■ La Belgique, après quelques hésitations, a admis qu'il y avait problème et a commencé à chercher des pistes de solution. Le Rapport du Comité de l'ONU sur les sanctions contre l'UNITA, présenté par l'Ambassadeur canadien Robert Fowler en mars 2000, a également montré du doigt la Belgique et est venue renforcer l'appel à une réforme en profondeur.

■ Aux États Unis, le congressman Tony Hall a préparé un projet de loi visant à imposer une identification de tout diamant entrant au pays. Après tout, si un toutou de cinq dollars de la Chine porte une étiquette «Made in China», comment ne pas pouvoir faire l'effort pour identifier un diamant de cinq mille dollars?

■ L'industrie du diamant et certains pays producteurs commencent à se questionner et les réunions internationales se multiplient. Ils sont motivés par la crainte d'une réaction du public, nord-américain surtout, à la question des diamants de guerre. On craint un mouvement de boycott, qui pourrait coûter très cher à une industrie qui vaut plus que 50 milliards \$ US.

Guerres et économie

Il y a des pays, en Afrique, où l'industrie du diamant, bien gérée, rapporte au gouvernement et au pays une richesse considérable. Des pays tels que le Botswana, la Namibie ou l'Afrique du Sud. Il est certain que toute baisse dans les ventes des diamants ferait du mal à leurs économies et que beaucoup d'emplois sont en jeu. Il est dommage, par contre, que ceux qui brandissent cet argument ne semblent pas tenir en compte les milliers de personnes en Angola, au Congo et en Sierra Leone qui continuent à mourir dans des guerres financées en grande partie par les diamants. Personne ne veut mettre ces économies en danger, mais, en fait, combien d'emplois valent une vie?

Les choses doivent changer et la balle est carrément dans la cour des sociétés du diamant et des pays producteurs. Les pistes de solution ne manquent pas. Les organisations non-gouvernementales au Canada qui ont appuyé cette étude vont continuer à suivre l'évolution du dossier «diamants de guerre». Nous collaborons avec des organisations de la société civile en Sierra Leone qui œuvrent pour que l'industrie minière de leur pays rapporte pour la première fois des richesses au pays et au peuple de la Sierra Leone, ce pays en dernier rang de l'échelle du développement humain de l'ONU.

La paix en Sierra Leone reste à construire et le pays a besoin de tous les appuis possibles pour pouvoir se relever. Il est difficile d'être optimiste en ce moment, en partie parce que les rebelles détiennent encore les zones des diamants, qui sont le cœur du problème. Il n'y aura jamais de paix tant qu'il n'y aura pas une juste réorganisation de ce secteur. Et c'est un fait, tout comme nous a confié un membre du gouvernement actuel, la Sierra Leone serait en bien meilleure position si elle n'avait jamais eu cette richesse.

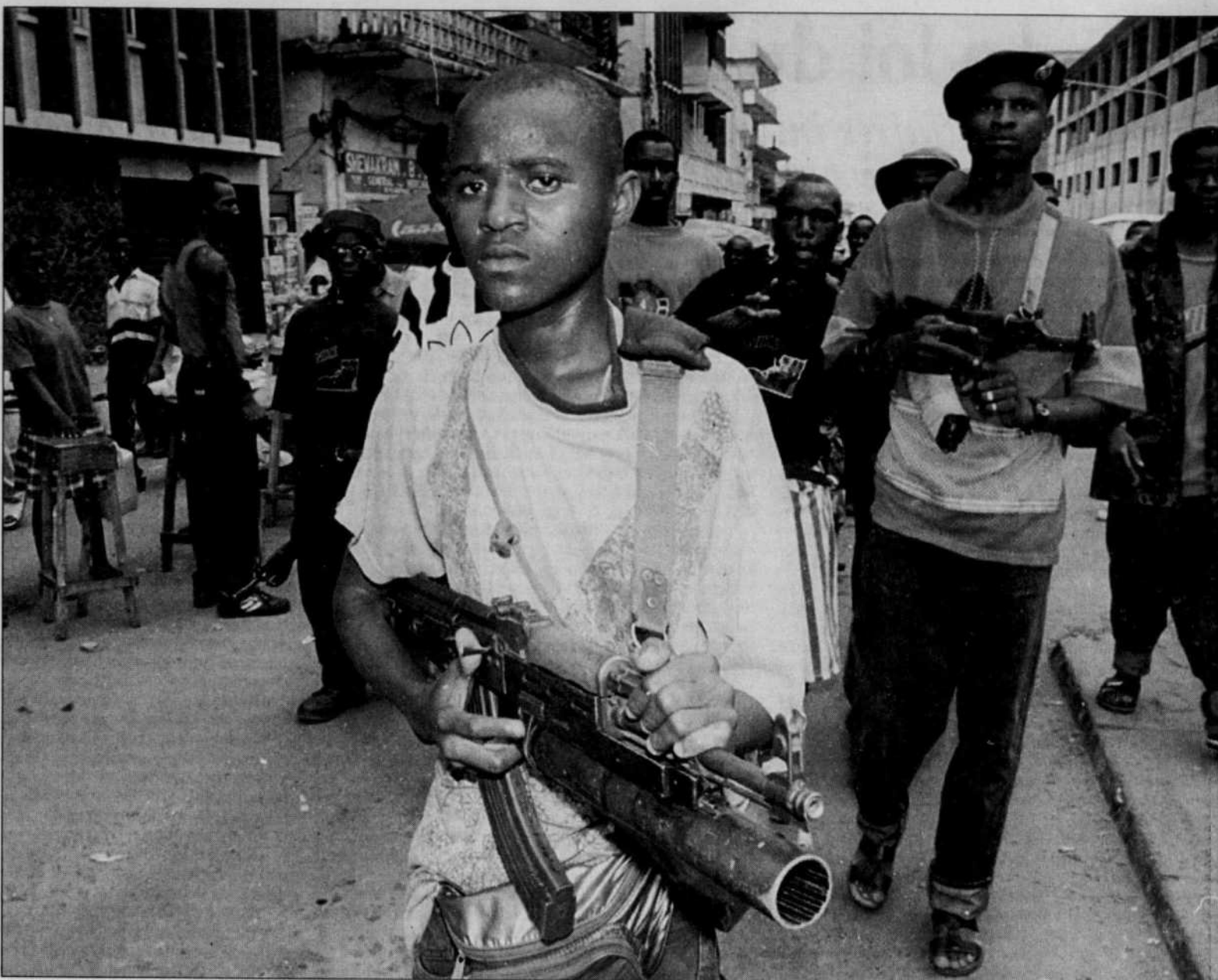
Bernard Taylor

L'auteur est directeur général de Partenariat Afrique Canada.



Une mère et son enfant mutilé en Sierra Leone.

SIERRA LEONE



Ces dernières années, la Sierra Leone a été ravagée par des bandes de rebelles qui ont mutilé sans ménagement les civils, tout comme le Congo est en proie à la vindicte d'autres milices.

Quand les trafics alimentent les guerres

Hors de toute logique politique ou révolutionnaire

L'Afrique vit la privatisation de la violence. Résultat: la «première guerre mondiale africaine».

CLAUDE LAFLEUR

Après quelques années de renaissance africaine, serait-ce le retour à une Afrique-cauchemar? se questionnait récemment *Le Monde diplomatique*. «Feux de brousse ou guerres modernes: une douzaine de conflits usent en permanence ce continent à nouveau sens dessus dessous et qui semble prêt à s'embraser comme un morceau d'éponge», écrivait le journaliste Philippe Leymarie dans le prestigieux journal.

De fait, au début des années 1990 prenaient fin certaines des plus sanglantes guerres qu'a connu le continent africain. La fin de la guerre froide opposant Américains et Soviétiques a ainsi rendu possibles le règlement de nombreux conflits et la tenue de véritables élections.

Toutefois, en 1992, le chef de l'Unita — l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola —, refusant d'admettre sa défaite électorale, a repris les armes pour s'accaparer du contrôle des gisements de pétrole et de diamants. Puis, en 1994, les sommets de l'horreur ont été atteints avec le génocide du Rwanda, auxquels se sont enchaînés les affrontements au Burundi et au Zaïre.

Ces dernières années, la Sierra Leone a été ravagée par des bandes de rebelles qui ont mutilé sans ménagement les civils, tout comme le Congo est en proie à la vindicte de d'autres milices. Des mutineries à répétition ont surgi en Centrafrique et en Guinée-Bissau, sans compter les affrontements sanglants en Somalie, en Algérie et en Angola auxquels se sont ajoutés l'an dernier des coups d'État au Niger, en Sierra Leone, aux Comores et en Côte d'Ivoire. Et comble de malheur, constate Albert Bourgi dans la revue *Jeune Afrique*, souvent ces conflits paraissent absurdes, suicidaires et sans principe puisqu'ils sont «en dehors de toute logique politique, et encore moins révolutionnaire».

Matières premières

Notons que la région de Grands Lacs, le théâtre des plus sanglants conflits, est également l'un des endroits du globe qui recèlent la plus grande concentration de richesses naturelles, dont des diamants, du pétrole, de l'uranium et de l'or. La région est en proie à un conflit d'une telle envergure que certains observateurs le qualifient de première «guerre mondiale africaine» — à l'image des horribles guerres européennes du XX^e siècle. Ainsi, six États africains interviennent sur le territoire du Congo, pour protéger ou combattre le régime en place, alors que pas moins de neuf groupes rebelles tentent de renverser divers gouvernements des pays voisins!

La présence d'autant de belligérants sur un même territoire serait conditionnée, en partie, par les richesses qu'ils peuvent exploiter pour

financer leurs combats. Pour maints observateurs, en effet, le nerf de la guerre seraient véritablement les richesses naturelles de la région. Les ressources minières, principalement le diamant, alimenteraient ainsi les conflits en Angola, en République démocratique du Congo, au Libéria et en Sierra Leone.

Robert Fowler, ambassadeur du Canada aux Nations unies, indiquait récemment que les revenus de la vente de diamant constituent la ressource première qui permet à l'Unita de mener sa guerre. C'est également le cas dans la Sierra Leone où le trafic du diamant permet aux rebelles de poursuivre leurs boucheries.

«Les diamants ont été le moteur du conflit qui a déstabilisé le pays pendant 30 ans, dérobé son patrimoine, détruit une génération d'enfants et précipité la Sierra Leone au plus bas de l'index du développement humain», affirme une étude de Partenariat Afrique Canada.

Le gouvernement américain estime pour sa part que la vente illicite de diamants rapporte annuellement des centaines de millions de dollars aux belligérants d'Angola, du Congo et du Sierra Leone, «ce qui leur per-

met de se procurer tout l'armement dont ils ont besoin», indique-t-on. A elle seule, l'Unita aurait disposé, au cours des huit dernières années, de trois à quatre milliards de dollars grâce au trafic de diamants, rapporté également un comité des Nations unies.

Commerce illicite

D'ailleurs, sur le terrain, les forces onusiennes, qui tentent d'organiser des élections en Sierra Leone, se butent aux forces rebelles qui protègent jalousement les régions riches en diamants. Conséquemment, le gouvernement américain chercherait maintenant à endiguer le commerce illicite de diamants venus d'Afrique dans l'espoir d'atténuer les conflits.

Dans le même esprit, Nasser Belayadi, représentant de Vues d'Afrique, considère qu'on assiste à un nouveau phénomène, celui de la privatisation de la violence. «Dans de nombreux pays d'Afrique, dit-il, des entreprises multinationales ont créé une sorte de bouclier protégeant leur exploration et leur exploitation du sous-sol des régions où elles sont bien implantées en mettant sur pied des firmes privées de sécurité. Ces dernières œuvrent soit au côté des gouvernements en place, soit pour les rebelles qui promettent d'étendre la sphère d'activité de la multinationale une fois qu'ils auront pris le pouvoir... C'est pourquoi

on peut parler de privatisation de la violence, indique-t-il, une situation que nous tenons à dénoncer».

A cette fin, dans le cadre du Cinquième Salon africain et créole, Nuits d'Afrique organise, le 20 mai, un débat sur le thème «Crises africaines d'Est en Ouest: quand la guerre du pétrole et des diamants prend la relève de la guerre idéologique.»

«Nous voulons faire la synthèse de tout ce qui s'est écrit à propos des diamants et du pétrole», explique M. Belayadi. «Nous tenons à réagir vis-à-vis de l'implication des compagnies minières internationales en Afrique.» Il souligne que parmi ces firmes, des entreprises canadiennes sont implantées en Sierra Leone et au Soudan. «Ces firmes canadiennes aident, de près ou de loin — ce qui n'est pas encore tout à fait prouvé — les gouvernements en place ou la rébellion, selon les intérêts», affirme-t-il. Toutefois, comme rien n'est simple en Afrique, il précise que ce n'est pas le travail des firmes qui est critiquable mais plutôt ce qui entoure leurs activités.

Crises africaines d'Est en Ouest: quand la guerre du pétrole et des diamants prend la relève de la guerre idéologique sera présenté à la Librairie Champigny, 4380, Saint Denis le 20 mai à 14h.

Association québécoise des organismes de coopération internationale

AQOCI

49 organismes de coopération internationale voués à la solidarité entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

Un réseau de 400 coopérants en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans les Antilles.

Des membres engagés ici :

- Journées québécoises de la solidarité internationale
- Stages de Québec sans frontières
- Sommet des peuples des Amériques - Québec 2001
- Marche mondiale des femmes de l'an 2000

Téléphone : (514) 871-1086
Télécopie : (514) 871-9866
www.aqoci.qc.ca

• VUES D'AFRIQUE •

RWANDA

La loi du silence

Les affaires internes africaines sont la responsabilité de tous

Six ans se sont écoulés depuis le génocide au Rwanda. Le malaise persiste, les questions foisonnent, les interrogations inquiètent, les silences dérangent. La cohabitation ethnique et l'équilibre politique demeurent fragiles, à l'image de la précarité qui prévaut dans l'ensemble de la région des Grands Lacs africains.

RICHARD LAMONTAGNE

La catastrophe rwandaise est gravée dans la pérennité. Au-delà des 800 000 victimes de 1994, des deux millions de réfugiés que les atrocités ont fait fuir, parmi lesquels 200 000 qui ont péri subseqüemment en tentant de traverser l'ex-Zaïre, le drame est désormais celui des survivants et des exilés. Malgré la douleur de leurs blessures et de leur mémoire, l'heure est à la coexistence et aux tentatives de rapprochement entre les peuples tutsi, hutu et twa. A cet égard, une commission de réconciliation et d'unité nationale, qui avait été prévue par les accords d'Arusha en 1993, est opérationnelle depuis l'an dernier. Le rapprochement entre des entités qui se sont trahies et massacrées ne va pas sans heurts. François Bugingo, journaliste rwandais désormais établi à Montréal et auteur du livre *Africa Mea. Le Rwanda et le drame africain*, estime qu'il s'agit d'une réconciliation pernicieuse. «On bâtit sur des rancœurs», dit-il.

La douleur de la mémoire est toujours vive au cœur des survivants. Et elle s'exprime surtout dans le silence. Ce refrain du mutisme revient souvent dans les propos des exilés. M. Bugingo constate que trop de ces silences refoulés tuent encore au Rwanda. Il déplore aussi le peu d'intérêt porté aux survivants; parmi ceux-ci, Yolande Mukagasana, une rescapée qui a vu sa famille décimée par le génocide — elle y a perdu son époux, ses trois enfants, son frère et ses sœurs —, habite maintenant Bruxelles. Auteur de deux livres sur le sujet, *La mort ne veut pas de moi et N'ait pas peur de mourir*, elle présente actuellement en Europe une exposition intitulée *Les Blessures du silence*, et qui consiste en une série de portraits et de témoignages de victimes et de bourreaux. Elle tend à comprendre le silence des Rwandais, affligés et en proie à leurs traumatismes, mais s'explique mal celui de la communauté internationale.

Les silences et la timidité des interventions des démocraties occidentales, autant avant qu'après le génocide, sont éloquentes. Pourtant, plusieurs sources signalaient l'imminence d'une tragédie. En dépit d'un rapport de la CIA évoquant la possibilité d'un massacre susceptible de provoquer un demi-million de pertes humaines, Washington n'a pas réagi. Les États-Unis avaient préalablement perdu une quinzaine de militaires en Somalie et leurs intérêts dans la région étaient mitigés. La France, qui depuis s'est murée dans un silence de pierre, protégeait au Rwanda des intérêts militaires nébuleux, tandis que l'ONU a tergiversé jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour intervenir.

Récemment, le Conseil de sécurité des Nations unies a reconnu sa responsabilité, sans toutefois demander pardon, contrairement au premier ministre belge, Guy Verhofstadt. La Belgique qui, incidemment, a exercé une tutelle sur le Rwanda jusqu'en 1962, a fait preuve de transparence en

créant, en 1998, une commission d'enquête sénatoriale chargée d'élucider le rôle de ses institutions politiques et militaires lors du conflit. Le rapport qui en a découlé indique que des amendements apportés par les États-Unis à des résolutions de l'ONU ont eu un effet limitatif et dissuasif sur les possibilités de désarmement des civils et d'aide aux réfugiés.

La recherche de la vérité

Mme Mukagasana prône l'authenticité et la recherche de la vérité. Selon elle, la cohabitation ne peut être paisible que dans la vérité. Sincérité et transparence doivent prévaloir afin d'éradiquer les problèmes et d'identifier les responsables. L'ancien premier ministre Faustin Twagiramungu, aussi en exil en Belgique, abonde dans le même sens en soutenant que la Commission devrait privilégier la vérité comme prémices de la réconciliation.

Les travaux du Tribunal pénal international affichent des résultats peu probants; à ce jour, seulement cinq personnes ont été condamnées. Afin d'accélérer le processus judiciaire, les autorités rwandaises sont à mettre en œuvre des tribunaux communautaires appelés gacaca. Amnistie Internationale s'inquiète des tenants et aboutissants d'une telle procédure et de l'expertise rwandaise en matière juridique. Présentement, les prisons sont surpeuplées. Les détenus, évalués à 125 000, y séjournent dans des conditions exécrables, et de nombreux cas de torture ont été recensés. Plusieurs de ces détentions seraient arbitraires et illégales. Le gouvernement invoquerait des motifs de sécurité pour justifier ces recours, tandis que des groupes armés se livreraient encore à des exactions.

Les conflits locaux et régionaux s'enchevêtrent, les guerres perdurent, les ingérences déstabilisent: l'Afrique médiane demeure une zone explosive. La guerre civile sévit toujours au Burundi, où elle a fait 200 000 morts; le Kivu, région de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) limitrophe du Rwanda, demeure une poudrière et les Rwandais des deux camps, des protagonistes essentiels de la guerre au Congo. En ce moment, l'opposition armée bénéficie de l'appui du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, tandis que le gouvernement du président Kabila est soutenu par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Les alliances politiques et militaires sont mouvantes, au gré des régimes et dictatures militaires en place, eux-mêmes toujours provisoires et précaires.

La condamnation des vrais coupables représente un élément essentiel de la réconciliation, mais les générations actuelles sont d'ores et déjà hypothéquées et sacrifiées. Les gestes et démarches en cours sont ainsi dévolus aux générations de demain. Et ces lendemains demeurent incertains. François Bugingo souhaite une aide accrue de la communauté internationale et déplore le fait que les Africains se soient colonisés eux-mêmes pour mettre fin à la colonisation. Il ose espérer que la mondialisation aura des ramifications humaines significatives. Et Yolande Mukagasana estime qu'il n'y aura pas de paix dans la région tant que le génocide restera impuni, puisque cette impunité exacerbe la culture de la violence.

Des mots pour dénoncer: devoir de mémoire pour le Rwanda sera présenté à la librairie Gallimard, 3700, Saint-Laurent, le jeudi 18 mai à 18h.

Nouvelles technologies de l'information

Espoir et inquiétude

Encore à développer sa téléphonie, l'Afrique doit aussi penser au commerce électronique

Elles seraient la voie de l'avenir pour un vaste continent. Elles s'implantent à grande vitesse: «C'est véritablement la région du monde où l'explosion de la téléphonie est la plus significative en ce moment.» Mais ces nouvelles technologies, celles de l'information, sont aussi sources de craintes: «Je vois que les choses évoluent très rapidement dans les pays du Nord et très lentement dans ceux du Sud.» Le point de vue de deux observateurs: le Québécois Jean-Louis Roy et le Burkinabé Joachim Tankoano.

RÉGINALD HARVEY

En terre africaine, les nouvelles technologies de l'information (NTI) suscitent à la fois espoir et inquiétude. Ce continent décimé par la famine, miné par les conflits et rongé par le phénomène endémique de la pauvreté, multiplie les efforts pour se doter d'un réseau de télécommunications apte à lui donner accès aux avantages culturels et économiques que procurent les moyens modernes de communiquer et d'informer.

Afin de prendre le virage technologique, l'Afrique doit compter sur l'appui de pays plus riches et sur les investissements d'entreprises privées spécialisées pour mettre en place des réseaux performants. Elle est en mesure d'utiliser son potentiel culturel pour meubler et enrichir les outils modernes de communication à sa portée. À la vitesse folle où les progrès surgissent dans le domaine des technologies de pointe, reste à savoir si les NTI finiront par élargir ou rétrécir le fossé qui sépare le Nord et le Sud. L'Afrique fait présentement face au défi de l'implantation de nouvelles technologies de l'information, dont les enjeux risquent d'être majeurs pour l'équilibre planétaire.

Observateur privilégié de la scène africaine, Jean-Louis Roy est le parrain du 5^e Salon africain et créole tenu dans le cadre du forum des industries culturelles de Vues d'Afrique. Il publiait il y a quelques mois *Une nouvelle Afrique, à l'aube du XXI^e siècle*. Quant à lui, Joachim Tankoano est délégué général à l'informatique dans un pays d'une dizaine de millions d'habitants situé au centre de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso. L'un et l'autre envisagent ici l'avenir de ce continent sous l'angle des nouvelles technologies de l'information.

État de la situation

Jean-Louis Roy évite les détours. Une photographie de l'Afrique indique

vue sous l'angle des nouvelles technologies connaît une des croissances les plus spectaculaires. En matière de nouvelles technologies, le Bénin et le Sénégal enregistrent présentement un taux de croissance équivalent à celui de la France, alors que ce taux se situe à 80 % pour la Côte-d'Ivoire et l'Égypte et à 75 % pour le Maroc et Madagascar. «C'est véritablement la région du monde où l'explosion de la téléphonie est la plus significative en ce moment», dit-il.

Selon lui, la privatisation de la téléphonie a largement contribué à la modernisation et à l'efficacité des équipements. Il rapporte qu'il n'y avait aucun système de téléphonie privée sur tout le continent africain il y a huit

VOIR PAGE H 5: NTI



L'Afrique représente seulement 5 % de la téléphonie disponible dans le monde.

TÉMOIGNAGE

Le grand bond en arrière

Un régime monarchique est loin de garantir la paix au Rwanda

FRANÇOIS BUGINGO

L'auteur est écrivain.

Son dernier ouvrage, Mission au Rwanda: entretien avec le général Guy Tousignant (Editions Liber), sera lancé durant les Journées africaines et créoles.

Il y a cinq ans, un article du *Soir* de Bruxelles révélait une curieuse initiative des autorités françaises: ils auraient envoyé un obscur médiateur kényan proposer au général Kagame, le vainqueur de la guerre du Rwanda, alors vice-président et ministre de la Défense du pays (en somme l'homme fort), de quitter «le pays des mille collines» avec ses hommes, de laisser les troupes vaincues et accusées de génocide récupérer le pouvoir, avec promesse ensuite de la France de démettre le président Mobutu afin de faire de Kagame le roi des Grands Lacs. Malgré l'entrevue que le journaliste avait obtenue de ce fameux médiateur qui existait de fait, tout le monde se contenta de considérer la nouvelle comme une bouffonnerie prêtant à sourire.

Aujourd'hui, Mobutu parti, le Rwanda a envahi le Zaïre et le sacre du roi Kagame semble accompli de fait.

Mais voilà que l'ancien roi du Rwanda poussé à l'exil par la colonisation finissante prétend aujourd'hui vouloir récupérer son trône.

Et cette fois-ci, on ne sourit plus: bienvenue dans le dossier le plus confus du cas rwandais et possible

prochain explosif dans une région qui n'en finit plus d'être tourmentée.

Décolonisation

Au moment où ils allaient abandonner le navire rwandais dans la foulée de la décolonisation de l'Afrique dans les années 1960, les colons belges choisirent l'option du sabotage. Remettant une alliance qu'ils avaient entretenue avec la monarchie, ils soutinrent le mouvement en faveur de la prise de pouvoir par la majorité hutu. Ce qui fut appelé la Révolution de 1959 se traduisit par un carnage des Tutsis et l'abandon du trône par le roi.

Trente ans plus tard, un mouvement rebelle parti de l'Ouganda envahit le Rwanda en invoquant l'impassance dans la reconnaissance du droit des réfugiés tutsis de retrouver leur mère patrie. Cette prise d'arme fut condamnée par le roi toujours en exil. Désapprobation de fait ou stratégie de dissocier la guerre du Front patriotique rwandais (FPR) d'un probable retour d'une monarchie qui était en ces temps loin de faire l'unanimité; et c'est un euphémisme.

En 1994, la rébellion prit le pouvoir à l'issue d'une guerre rapide mais au cœur d'un génocide qui fit près d'un mil-

lion de morts et dans un pays déserté par sa population hutu réfugiée dans des camps en Tanzanie et au Zaïre.

Auréolé de sa victoire sur ce qui fut considéré comme le mal incarné, le FPR reçut carte blanche (sans les moyens toutefois) de rebâtir son pays. Très vite, la question de la répression du crime de génocide commença à dresser contre lui la majorité

des Hutus, des plus radicaux aux plus modérés. Entre-temps, la menace des camps de réfugiés du Zaïre — un pays en totale décrépitude après les 30 années d'avatars du pouvoir Mobutu — conduisait le pouvoir de Kigali à durcir chaque jour un peu plus le ton, au risque de renforcer les inimitiés.

Aujourd'hui, le FPR au pouvoir compte de nombreux ennemis enragés, et plusieurs défections dans son propre camp ont terni son image.

Le roi Kigeli IV commença à être cité comme une possible solution de rechange. Avec argumentation à l'appui. N'appartenant officiellement à aucune des ethnies en conflit, il serait une solution pour résoudre un malentendu qui n'en finit plus de faire des victimes. La spirale de mort et de violence du Rwanda débuta avec l'arri-

vée d'un régime républicain. Épuisée et désespérée, la population rwandaise était disposée à opérer ce bond en arrière pour retrouver une figure de reconnaissance nationale.

Impopularité et corruption

Mais le plus fort soutien du roi, c'est l'impopularité croissante du FPR et de ses dirigeants. Affichant la corruption dans un pays en décomposition, montrés du doigt par nombre d'associations de défense des droits de l'homme, accusés de non-assistance et de récupération historique par les survivants du génocide, s'aliénant des anciens collaborateurs qui s'empressent ensuite d'aller étaler leur linge sale au grand public, ils poussent tous les néocontents dans les bras d'un roi qui n'a aucun scrupule à jouer les récupérateurs. Des anciens hommes de l'intérieur du FPR montent de plus en plus au créneau pour lui ôter le dernier crédit historique qui lui donnait légitimité de contrôle du pouvoir: l'arrêt du génocide. Selon eux, c'est le mouvement rebelle qui aurait précipité les massacres en abattant le 6 avril 1994 l'avion du président rwandais, signal de démarrage des massacres populaires.

Et le roi Kigeli (du moins selon ses assistants, car le roi du Rwanda ne s'exprime jamais en public; selon des traditions qu'il a conservées à l'instar des armoirées de sa royauté, il parle par la bouche de son secrétaire) d'y prendre goût! Une entrevue reçue ré-

centement par un journaliste indépendant démontre un durcissement du ton qui ne lui était pas connu. Des rumeurs prétendent qu'il serait en train de lever une armée. Il se serait même rapproché des Hutus en exil: l'ennemi de ton ennemi est ton ami.

La popularité du roi Kigeli ne peut qu'être spéculative, aucune statistique sérieuse et scientifique ne pouvant corroborer les discours des uns et des autres. Mais, il est peu probable, au risque de provoquer une nouvelle guerre fratricide, que le FPR, qui ne cache plus son irritation, lui ouvre les portes. Le content de lui renvoyer de méprisants: «Rentrez comme simple citoyen!» Retour de balancier à ce monarque qui condamna jadis la guerre de la rébellion?

La question va directement dans la filière des demi-vérités et de complets inconnus qui jalonnent l'histoire et la vie du Rwanda.

Mais considérer le retour de la monarchie comme la panacée serait naïve.

Une fausse solution?

D'abord, les connaisseurs sont unanimes à ne pas reconnaître à ce roi de réelles capacités de dirigeant. Le fait qu'il ait passé des décennies en exil le conduit probablement à ne pas appréhender l'irréalisme et la vanité de l'idée de refaire l'histoire. Trop d'eau a coulé sous les ponts, trop de rancœur a été entretenue dans le pays et nombre de pages de douleurs ont re-

dessiné les valeurs de reconnaissance nationale. De plus, ne serait-il pas malhonnête de blanchir la monarchie rwandaise? Que d'injustices elle tolérera, que d'incuries la caractérisaient. Certains Tutsis se rappellent également avec tristesse les affirmations voulant que ce monarque se soit joint au dictateur ougandais Idi Amin Dada pour éliminer les réfugiés rwandais qui ne lui jurait plus allégeance.

En fin de compte, ce débat qui a déjà fait tomber des têtes (et des plus hautes: le président démis du Parlement rwandais serait un des fervents supporters du roi) révèle surtout les lacunes des conseils dans les deux camps. Que ce soit le FPR, qui aurait pu éviter le pourrissement de la situation en reconnaissant rapidement au roi un pouvoir symbolique sans conséquences dans le contrôle du pays, ou les promonarchistes, qui devraient éviter à un Rwanda mille fois tuméfié le spectre d'une nouvelle polarisation, une énième.

Sans oublier que l'histoire récente nous a démontré que, dans cette région, aucun conflit ne demeure vraiment interne. Les débordements sont légion.

En attendant, une tradition risque de mettre fin au conflit, faute de combattants. En effet, la coutume veut que le roi ne se marie jamais en exil. Kigeli s'y est conformé. Il risque de manquer d'héritier...

Mais qui y gagnerait vraiment?

Dans le cadre de Vues d'Afrique 2000, le prix Droits Humains du CECI a été accordé au film:

«Le passage du milieu» de Guy Deslauriers, Martinique

pour son illustration forte et percutante de l'une des grandes injustices de l'histoire de l'humanité: la traite des esclaves.



des GENS qui ont la PASSION du MONDE
www.ceci.ca

AUX ÉDITIONS TROIS

LES RAISONS DE LA HONTE

Ata Pende

récit

L'immeuble en face de l'épicerie Kontos brûle un matin. Pour certains, Jaime Montoya, l'homme qui a mis le feu à l'immeuble et qui est mort deux semaines plus tard, était une simple victime des circonstances.

En vente chez votre libraire 68 pages - 17,00 \$

Club Aventure voyages
Toujours au cœur de l'Afrique
757, ave. Mont-Royal Est, Montréal (QC) H2J 1W8
Tél.: (514) 527-0999 / 1 877 527-0999
info@ClubAventure.qc.ca
www.ClubAventure.qc.ca

VUES D'AFRIQUE

NTI Innovation technologique rime avec éducation

SUITE DE LA PAGE H 4

ans. Aujourd'hui, la téléphonie est devenue privée dans les deux tiers des pays. La privatisation a apporté un changement radical. Auparavant, dans certains pays, il fallait compter sur des délais de cinq ans pour accéder au réseau et les frais d'installation étaient cinq fois plus élevés qu'au Canada. Cette privatisation a aussi drainé des capitaux de l'étranger et des investissements majeurs qui ont suscité une saine concurrence. La téléphonie mobile est offerte par plusieurs entreprises dans presque tous les pays. «Présentement, il y a plus de téléphones mobiles que de téléphones fixes en Afrique. C'est une explosion énorme», résume cet observateur.

Que peuvent apporter à l'Afrique les nouvelles technologies de l'information sur le plan culturel et économique? Jean-Louis Roy cite à titre de retombées quelques exemples de grands projets culturels, comme la cinématique africaine et la radio du Sénégal, qui ont vu le jour sur le Net. Il mentionne que le commerce électronique reste à développer, sauf à de très rares exceptions près.

Universités virtuelles

Cependant, assure-t-il, les grandes régions du monde telles que la Chine, l'Inde et l'Afrique vont surtout profiter des innovations technologiques dans le domaine de l'éducation. «Il y a des gens qui prétendent que dans peu d'années il y aura dans ces pays davantage d'étudiants inscrits dans les universités virtuelles que dans les universités de béton.» La formation dispensée par le biais d'Internet présente un net avantage pour des pays qui font face à de graves problèmes d'alphabetisation et de scolarisation tout en ne possédant pas les moyens d'investir massivement dans le béton. De plus, les Africains peuvent depuis peu profiter sur le Net des services de pourvoyeurs d'offres éducatives, qui sont eux-mêmes des Africains.

Quant à savoir si le fossé s'agrandit entre le Nord et le Sud avec l'avènement des NTI, il constate lucidement que «les pays africains partent en retard parce que leur téléphonie au niveau des outils de base était extrêmement peu développée et très coûteuse. C'est en train de changer. Oui, un écart se creuse». Il pondère ses propos: «Mais attendons dix ans pour mieux mesurer l'élargissement ou le rétrécissement de cet écart. Sur le plan des NTI, à peu près tout le monde accuse un retard chronologique par rapport aux Américains à l'heure actuelle, même si celui de l'Afrique est plus prononcé.»

En terre d'Afrique

Joachim Tankoano, délégué général à l'informatique du Burkina Faso, s'inquiète. Au point de départ, il espère que les nouvelles technologies contribuent à réduire la marge entre pays riches et pays pauvres. «Maintenant, je vois que les choses évoluent très rapidement dans les pays du Nord et très lentement dans ceux du Sud. Je me demande si l'écart ne va pas plutôt se creuser davantage», se questionne-t-il.

Pays continental du centre-ouest de l'Afrique, qui partage ses frontières avec le Niger, le Mali, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et le Togo, le Burkina Faso connaît une réelle progression dans le domaine des télécommunications quoiqu'il accuse un net retard en la matière. Selon le délégué général, l'existence de réseaux de télécommunications constitue une condition première pour l'utilisation des NTI. «Sans la tuyauterie appropriée, on ne peut véhiculer l'information. Mais je crois que ce n'est pas la chose la plus difficile parce qu'il suffit d'avoir les moyens financiers pour se doter de réseaux de télécommunications performants. Par contre le développement de contenus adaptés aux besoins des Africains requiert une appropriation par les populations locales des nouvelles technologies de l'information», fait-il valoir.

Les applications technologiques se situent présentement à deux niveaux, constate-t-il. Celles-ci sont utilisées dans le but de faciliter l'administration du pays: l'informatisation d'un certain nombre de processus renforce les capacités de gestion et améliore la planification de l'économie.

Sur un autre plan, le développement relève davantage des nouvelles technologies de l'information telles qu'elles se présentent aujourd'hui avec l'existence d'Internet. «Pour l'heure, on essaie de voir comment il est possible d'utiliser ces technologies dans les secteurs de l'éducation et de la recherche pour renouveler les approches pédagogiques de manière à améliorer la qualité de l'enseignement. L'accent est mis sur les techniques d'auto-formation et de télé-enseignement pour mieux répondre à la demande éducative.»

Des téléphones communautaires polyvalents placés dans des centres de ressources en information et en moyens de communication sont également mis à la disposition des communautés rurales pour les aider à améliorer au quotidien leur qualité de vie. «Dans ce cadre-là, on pense à produire dans nos langues des contenus multimédia adaptés à leurs niveaux», précise encore Joachim Tankoano.

TÉMOIGNAGE

Entre mémoire, devoir et destin commun La Francophonie internationale devra accepter la réalité africaine

Écrivaine, l'auteure de ce texte s'interroge sur la possibilité de concilier la littérature et la situation politique. Peut-on parler de l'une quand la situation de l'autre est trouble? Un plaidoyer pour ce continent né avec la négritude.

FRANÇOISE NDUWIMANA
L'auteure est associée au Centre justice et foi

Au commencement il y eut la colonisation, ce «péché originel» dont la simple évocation jette de l'embarras au sein de tous les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Pourtant, elle expliquerait à certains égards la difficulté, aujourd'hui comme demain, d'être et de penser «francophone», unanimement et uniformément. Si la mission de l'OIF est partagée par tous les États membres, s'il faut reconnaître, sans l'ombre d'un doute, que les mécanismes institutionnels basés sur la coopération et la solidarité sont en train de révolutionner l'organisation, il n'est pas moins vrai que certaines questions devraient être posées avec acuité et avec un regard du Sud. Peut-on construire un avenir et un destin communs quand on ne partage pas équitablement le sombre passé de la colonisation? Peut-on y arriver quand, sous couvert de la non-ingérence et d'un pseudo-rejet du paternalisme, on veut «maquiller» de si profondes divergences d'interprétation et d'application de la bonne gouvernance? Peut-on envisager ce destin commun quand, dictés par des impératifs différents, on a des réponses différentes face aux défis que pose la mondialisation?

Rêver l'avenir

L'ancêtre de la Francophonie, du moins pour les anciennes colonies françaises et belges, n'est nul autre que la colonisation. Cet ancêtre non éthique avait donné naissance à la négritude, mouvement précurseur de l'indépendance. Véritable forum d'expression d'une élite noire longtemps soumise à une façon de penser qui lui était étrangère, la négritude fut un mouvement intellectuel d'émancipation culturelle, politique, pacifique et non revancharde. Sans structure institutionnelle, il permit pourtant aux Africains et aux «Afros» de phabétisation est en recul, quand on n'a accès ni à l'eau potable, ni à l'électricité, ni aux médicaments, ni aux produits de première nécessité? Les programmes d'ajustement structurel suivis de la dévaluation forcée du franc CFA ont eu comme conséquence l'apparition de milliers de chômeurs, jeunes ou en pleine force de l'âge. Ces décisions n'ont-elles pas été prises par certains pays influents membres de la Francophonie? Quiconque voudrait préserver le français en Afrique devrait commencer par protéger les Africains de la famine, de la guerre et du sida.

Peut-on parler de solidarité quand on sait qu'au nord, les campagnes de prévention ainsi que l'accès inconditionnel des personnes atteintes à la thérapie ont sensiblement fait reculer le sida, pendant qu'en Afrique non seulement ces médicaments ne sont pas présents mais, s'ils le sont, leur coût excessif rend leur utilisation caduque? Au nom du bien commun, la Francophonie devrait protester contre le diktat des industries pharmaceutiques qui empêchent les pays pauvres de produire des médicaments génériques. L'appel lancé dernièrement par les femmes de la Francophonie, qui appellent que, «sur les 33,6 millions de personnes atteintes par le sida, 23,3 millions vivent en Afrique et que les plus atteintes sont des femmes, colonnes vertébrales des communautés et des familles», devrait trouver une oreille attentive. Enfin, que dire de la famine qui sévit dans cette Afrique naguère grenier de l'Europe?

Alors qu'on estime qu'il y a un cours d'eau par 12 habitants au Québec, la désertification continue son cours en Afrique. L'opposition à l'exportation de l'eau en vrac est toujours posée en fonction de l'épuisement de cette ressource. At-on seulement pensé un instant à l'éventualité d'exporter cette eau gratuitement et avec modération? Pourquoi, en complément aux entreprises québécoises de forage de l'eau présentes par de généreux contrats en Afrique, on n'exporterait pas gratuitement l'eau là où le besoin s'impose? Construire un destin commun implique le partage de nos forces mais aussi de nos limites, sinon la Francophonie risque d'être une image, au pire, un mirage.

La Francophonie et l'État de droit

Les adeptes du fatalisme pourraient être tentés d'expliquer le mal de l'Afrique francophone à partir de l'histoire brumeuse du Niger, ce pays où est enfoui, depuis 1970, le cordon ombilical de la Francophonie institutionnelle. Depuis 1974, coups d'État et dictatures militaires n'ont cessé de s'y orchestrer, de Seyni Kountché à Mamadou Tandja en passant par Baré Maïnassara. Ici comme ailleurs, il y a lieu de s'interroger sur le laisser-faire de la Fran-

ce, quand on sait qu'elle a pu sauver le régime d'Ange-Félix Patassé. Si la responsabilité africaine doit être sérieusement examinée, il ne faut pas occulter les rapports douteux que certains pays du Nord entretiennent avec certaines dictatures africaines. On se rappellera l'appui français et belge aux régimes de Habyarimana et de Mobutu, pour ne parler que des disparus. Après avoir appris si durement (à l'aide de petits châtiments corporels) la difficile prononciation de l'expression «imprescriptibilité des crimes du génocide», les Rwandais doivent se demander si ça en valait la peine.

Avec amertume, on doit reconnaître que, dans ce nouveau millénaire, il n'y a point de nouveauté pour l'Afrique. Le paysage y reste marqué par le règne des généraux, d'ex-généraux recyclés en démocrates, et des kléptocrates. La société civile qui devrait maintenir la question des droits humains a du mal à se créer une tribune officielle au sein de la Francophonie, encore moins à l'échelle nationale. Il en va de même pour la présence féminine, qui n'a pas encore d'organe consultatif spécifique permanent.

Mondialisation et justice sociale

L'exception culturelle est devenue, depuis quelques années, le fer de lance de la Francophonie. Face au modèle dominant, défendre efficacement la langue française signifie emprunter de plus en plus la voie du politique et de l'économique. Internet devient alors un outil incontournable. Or le réseau Internet ne compte que 3 % de sites francophones, d'où la volonté exprimée lors du dernier Sommet de Moncton d'investir davantage dans l'infrastructure. Toutefois, sans remettre en cause cet impératif, il convient de rappeler que, sur les 52 pays francophones, 28 sont africains. Leur population étant à 90 % rurale, leurs besoins fondamentaux ne peuvent qu'être ailleurs.

Dans ce nouveau millénaire, il n'y a point de nouveauté pour l'Afrique

Que faire avec Internet quand l'alphabetisation est en recul, quand on n'a accès ni à l'eau potable, ni à l'électricité, ni aux médicaments, ni aux produits de première nécessité? Les programmes d'ajustement structurel suivis de la dévaluation forcée du franc CFA ont eu comme conséquence l'apparition de milliers de chômeurs, jeunes ou en pleine force de l'âge. Ces décisions n'ont-elles pas été prises par certains pays influents membres de la Francophonie? Quiconque voudrait préserver le français en Afrique devrait commencer par protéger les Africains de la famine, de la guerre et du sida.

Peut-on parler de solidarité quand on sait qu'au nord, les campagnes de prévention ainsi que l'accès inconditionnel des personnes atteintes à la thérapie ont sensiblement fait reculer le sida, pendant qu'en Afrique non seulement ces médicaments ne sont pas présents mais, s'ils le sont, leur coût excessif rend leur utilisation caduque? Au nom du bien commun, la Francophonie devrait protester contre le diktat des industries pharmaceutiques qui empêchent les pays pauvres de produire des médicaments génériques. L'appel lancé dernièrement par les femmes de la Francophonie, qui appellent que, «sur les 33,6 millions de personnes atteintes par le sida, 23,3 millions vivent en Afrique et que les plus atteintes sont des femmes, colonnes vertébrales des communautés et des familles», devrait trouver une oreille attentive. Enfin, que dire de la famine qui sévit dans cette Afrique naguère grenier de l'Europe?

Alors qu'on estime qu'il y a un cours d'eau par 12 habitants au Québec, la désertification continue son cours en Afrique. L'opposition à l'exportation de l'eau en vrac est toujours posée en fonction de l'épuisement de cette ressource. At-on seulement pensé un instant à l'éventualité d'exporter cette eau gratuitement et avec modération? Pourquoi, en complément aux entreprises québécoises de forage de l'eau présentes par de généreux contrats en Afrique, on n'exporterait pas gratuitement l'eau là où le besoin s'impose? Construire un destin commun implique le partage de nos forces mais aussi de nos limites, sinon la Francophonie risque d'être une image, au pire, un mirage.

LITTÉRATURE AFRICAINE ET CRÉOLE

Débats chauds en perspective

Est-ce un hasard si le débat consacré à la littérature se tient au Chapters de la rue Sainte-Catherine? Débat qui s'annonce houleux, si l'on réfère aux propos que tient déjà sur le Québec l'un des participants, Joël Des Rosiers: «Le Québec est l'endroit au monde où l'écart entre la langue parlée, quotidienne, et la langue normalisée est le plus grand. Dans les journaux, à la télévision, on s'en tient à un vocabulaire de quelques centaines de mots.» Ou!

ROBERT CHARTRAND

L'«autre» culture, celle qui sollicite une réflexion et fait appel aux connaissances, celle qui s'appuie le plus souvent sur les livres est à l'honneur dans cet «Espace-lire» dont la porte-parole est Mme Lise Bissonnette, qui se tiendra au Complexe Desjardins et dans trois librairies de la ville. Le thème indique les intentions: «Des mots pour dénoncer». Ceux-ci doivent aller au plus urgent, la forme ou l'esthétique s'effaçant devant la gravité des sujets. L'écriture et la parole se font essentiellement témoignage ou dénonciation. Ce sont avant tout des actes de courage.

La différence

Sur un plan plus littéraire ou linguistique, le débat chez Chapters de la rue Sainte-Catherine Ouest, là où le français fait figure de «différence», s'annonce prometteur: le choix du lieu est-il de pur hasard ou a-t-on voulu pointer un de nos paradoxes québécois? Seront appelés à discuter de «l'écriture et l'expression dans le cadre de la francophonie» Jean-Louis Roy, ancien directeur du Devoir et actuel secrétaire général de l'Agence intergouvernementale de la francophonie; la Marocaine Malika Oufkir, auteur de *La Prisonnière* où elle raconte son incarcération et celle de sa famille pendant vingt ans, qui ont été plus largement médiatisées en Europe qu'ici; et à titre exceptionnel, l'écrivain camerounais Mongo Beti, romancier et essayiste, véritable rassembleur de la dissidence en Afrique francophone devant le colonialisme européen et la veulerie des régimes autochtones.

Beti a déjà collaboré à la célèbre revue *Présence africaine*. Il a également fondé et dirigé pendant quinze ans la revue *Peuples noirs-peuples africains* et publié plusieurs livres depuis son premier roman, *Ville cruelle*, sous le pseudonyme d'Eza Beto, en 1954. Après avoir enseigné pendant plus de 40 ans à l'étranger, il est rentré au pays depuis peu et devenu libraire à

Yaoué. Beti est à la fois un dissident dont certaines prises de positions ne font cependant pas l'unanimité dans les milieux progressistes.

La francophonie – et à travers elle, la France institutionnelle – sera sans doute prise à partie lors de ce débat. Ne pas s'attendre, cependant, à une belle unanimité, car on a également invité à ce débat l'écrivain québécois Joël Des Rosiers, qui a des vues très particulières sur la question.

Des Rosiers, né en Haïti, vit au Québec depuis l'âge de dix ans. Il est médecin, mais aussi poète. Ses recueils, saulés par la critique, sont de véritables œuvres d'art – on pense en particulier à *Savanes*, paru en 1993, qu'avait illustré Pierre Pratt, ou à *Vétiver*, paru chez Tryptique l'an dernier, et qui lui a valu le Grand Prix du livre de Montréal. Joël Des Rosiers a également publié un essai remarqué, *Théories caraïbes*, sur la décolonisation culturelle pratiquée à travers le roman par des écrivains tels que Neil Bissoondath et Dany Laferrière. Je lui ai demandé ce qu'il pensait de la francophonie et de la situation des littératures africaines et créoles.

Le continent de l'écriture

Il recule d'abord cette affirmation selon laquelle l'Afrique et ses appendices disparoques seraient essentiellement et uniquement de tradition orale. «L'Afrique n'est pas plus le continent de l'oralité que les autres. C'est très probablement sur ce continent qu'est née l'écriture de même qu'y est apparu l'homme sapiens. En finissant le passé de l'Afrique à l'oralité, on lui dénie cette caractéristique de toute véritable culture qui laisser des traces – dans la pierre, sur les arbres –, qui s'inscrit d'une manière ou d'une autre dans l'écrit. On laisse ainsi entendre que l'Afrique aurait des coutumes, des traditions, mais pas de culture.»

Et avant même de critiquer le poids et le prestige, très inégalement partagés, des diverses langues du monde, Joël Des Rosiers plaide d'abord pour toutes les langues.

«Dans le monde actuel, je dirais qu'il y a trop d'actes: des faits divers, des événements bruts, des massacres, des dérives socio-politiques, et pas assez de langue ou de mots pour les dénoncer ou en dégager le sens. Ceux-ci, il est vrai, peuvent servir à augmenter la surdité des hommes – ils servent alors de propagande – mais dans leur plus haute expression, ils portent une réflexion spirituelle sur l'humanité, sur la vie et bien sûr, sur la mort. Je crois fermement que Flaubert, par exemple, a plus fait que Hegel pour enrichir notre vision du monde.»

Quant au français, c'est une langue que les écrivains de tous les pays, y compris ceux qui ont été colonisés, peuvent s'approprier et modifier. Pour Des Rosiers, l'impérialisme n'est linguistique que pour quiconque décide d'en être la victime.

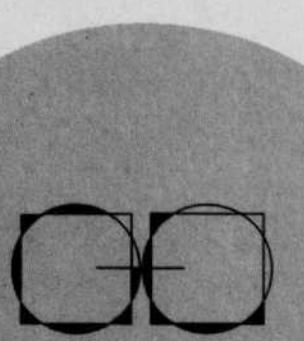
Anglophobie et québecitude

De toute façon, et quels que soient les torts de la francophonie, ne faut-il pas surtout s'inquiéter de la mondialisation de l'anglais?

«Pas du tout. On se trouve là devant ce très vieux rapport entre langues fortes et faibles. Le français a été au XVIII^e siècle la lingua franca, après le latin. Aujourd'hui, c'est l'anglais. Cessons de pousser les hauts cris en nous sentant menacés! L'anglais est une langue humaine, on fait mine de l'oublier. Et puis, le danger ne vient pas de l'anglais, mais bien plutôt de l'anxiété linguistique constante qu'on remarque ici, au Québec et du peu de cas qu'on fait de la qualité du français dans la vie quotidienne. Sergio Kokis a déjà dit, avec raison, que les Québécois francophones étaient des massacrés de leur propre langue. Je crois même que le Québec est l'endroit au monde où l'écart entre la langue parlée, quotidienne, et la langue normalisée est le plus grand. Dans les journaux, à la télévision, on s'en tient à un vocabulaire de quelques centaines de mots. Même des écrivains et de nombreux professeurs d'université ont un mal considérable à s'exprimer lorsqu'ils n'ont pas un texte sous les yeux.»


Bref, le débat s'annonce chaud chez Chapters, où la francophonie, y compris celle d'ici, sera interpellée.

Écriture et expression dans le cadre de la Francophonie se tiendra à la Librairie Chapters, 1171, Sainte-Catherine Ouest, le vendredi 19 mai à 18h.



GEORGES LAOUN
OPTICIEN

Examens de la vue par optométristes



VUES D'AFRIQUE

Georges Laoun opticien est heureux de participer à
VUES D'AFRIQUE FÊTE L'ÉTÉ
 au Parc Lafontaine du 13 au 16 juillet.

Venez manger, danser et visionner des films au clair de la lune.

Musique en fête
 Le vendredi 16 juin à 18h30 chez Georges Laoun
 au 4012 rue Saint-Denis (coin Duluth).
 Venez voir et écouter

Le Chango Family
 De la musique chaude et heureuse sur des rythmes des caraïbes.
 N'oubliez pas les enfants!

<p><small>nouvelle boutique</small> 4012, rue Saint-Denis Coin Duluth (514) 844-1919</p>	<p>1368, rue Sherbrooke Ouest Coin Crescent, dans l'édifice du Musée des beaux-arts (514) 985-0015</p>	<p>600, rue Jean-Talon Est Métro Jean-Talon (514) 272-3816</p>
---	--	--

Chez LAOUN c'est chez GEORGES LAOUN

Après les Journées du Cinéma



présente

VUES D'AFRIQUE

Le Salon Africain et Créole



Desjardins

au Complexe Desjardins
du 18 au 21 Mai

Au programme :

- Kiosques internationaux
- 2 spectacles par jour (12h00 & 17h00)
- Défilé de mode (dimanche à 14h00)
- Dégustations gastronomiques
- Animations diverses
- **L'Espace-Livre**
(Lancements, séances de signatures)

Et rencontres, débats dans les librairies Champigny, Chapters, Gallimard, Pantoute (Québec), Bibl. Charles-Édouard Mailhot (Victoriaville)

Le Forum des industries culturelles Les 18 et 19 mai

Les nouvelles technologies de l'information au service du développement (sur inscription)

Au Café Électronique (1425 boul. René-Lévesque O.)



Activités et horaires

INFO-SALON : 514-284-2602

COMPLEXE DESJARDINS

Entrée libre

KIOSQUES, DÉGUSTATIONS GASTRONOMIQUES, SPECTACLES, LANCEMENTS ET SÉANCES DE SIGNATURES DE LIVRES, DÉFILÉ DE MODE

Jeudi 18 mai - 9h à 21h

- 9h Ouverture des kiosques
- 11h Inauguration du Salon et du Forum
- 12h-13h Spectacle : Jean-Paul Samputu et ses musiciens (Rwanda)
- 13h-14h Lancement du livre *Pilote de Brousse* de Guy Gervais (Québec)
Séances de signatures avec Malika Oufkir (Maroc) pour *La Prisonnière* (Graffet) et Yolande Mukagasana (Rwanda) pour *N'aie pas peur de savoir* (R.Laffont)
- 18h-19h Spectacle : Jean-Paul Samputu et ses musiciens (Rwanda)
- 21h Fermeture des kiosques

Vendredi 19 mai - 9h à 21h

- 9h Ouverture des kiosques
- 12h-13h Spectacle : Fayçal Zebiche Sid-Ali (Algérie)
- 13h-14h Séance de signatures avec Mongo Beti (Cameroun) pour *Branlebas en noir et blanc* (Julliard)
- 18h-19h Spectacle : Fayçal Zebiche Sid-Ali (Algérie)
- 21h Fermeture des kiosques

Samedi 20 mai - 9h à 18h

- 9h Ouverture des kiosques
- 12h-13h Spectacle : Yelen
- 13h-14h Lancement du livre *Nzambe Alalaka Té* de Nestor Saporiti, dédié par Jean Paré (traducteur)
- 17h-18h Spectacle : Yelen / Laye Diakité (Côte d'Ivoire)
- 21h Fermeture des kiosques

Dimanche 21 mai - 9h à 17h

- 9h Ouverture des kiosques
- 12h-13h Spectacle : Yelen / Trio O.N.E (Haïti-Rwanda)
- 14h-15h30 Défilé de mode *Fusion 2000* / Trio O.N.E
- 17h Fermeture du Salon

CAFÉ ÉLECTRONIQUE [1425, boul. René Lévesque Ouest, Montréal]

1 jour : 20\$ / 1 jour avec repas : 50\$ / forfait 2 jours : 75\$

FORUM DES INDUSTRIES CULTURELLES : NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Jeudi 18 mai - midi 30 à 17h

- 12h30 Déjeuner-causerie sur le Salon international d'artisanat de Ougadougou
- 14h Colloque et débat : l'état des lieux des industries culturelles et des NTI en Afrique
- 16h Colloque et débat : la politique de développement des NTI : enjeux pour la culture

Vendredi 19 mai - 9h à 18h

- 9h Visite guidée à Ex Centris et retour au Café électronique
- 10h30 Colloque et débat : La problématique des transferts des NTI dans les pays du Sud
- 12h Déjeuner-causerie avec le Forum francophone des Affaires
- 13h30 Atelier 1 : la musique : les enjeux des NTI dans le développement de l'industrie musicale
- 14h30 Atelier 2 : l'édition : les NTI et l'édition africaine
- 15h50 Atelier 3 : la radiodiffusion
- 16h40 Atelier 4 : l'audiovisuel et le cinéma : Les NTI dans la production et la diffusion
- 17h30 Synthèse des colloques et ateliers

ESPACE-LIVRE dans les librairies et bibliothèques

Entrée libre

LANCEMENTS ET DÉDICACES DE LIVRES - DÉBATS ET RENCONTRES AVEC DES ÉCRIVAINS AFRICAINS, CRÉOLES ET CANADIENS

Mercredi 17 mai, 19h

Bibliothèque CHARLES-ÉDOUARD MAILHOT, Victoriaville [2, rue de l'Ermitage]
Rencontre avec l'auteure Malika Oufkir (Maroc)

Jeudi 18 mai, 18h

Librairie GALLIMARD [3700 rue St-Laurent, Montréal]
Débat : Des mots pour dénoncer. Devoir de mémoire pour le Rwanda

Vendredi 19 mai, 18h

Librairie CHAPTERS [1171, rue St-Catherine Ouest, Montréal]
Débat : Des mots pour dénoncer :

Écriture et expression dans le cadre de la francophonie

Samedi 20 mai, 14h

Librairie CHAMPIGNY [4380, rue St-Denis, Montréal]
Débat : Du soudan à la Sierra Leone. Quand la guerre du pétrole et des diamants prend la relève de la guerre idéologique

Samedi 20 mai, 14h

Librairie PANTOUTE, Québec [1026, rue St-Jean]
Rencontre avec les auteurs Mongo Beti (Cameroun), Malika Oufkir (Maroc) et Yolande Mukagasana (Rwanda) animé par Stanley Péan (Québec)

Canada

Québec



AIR FRANCE

